

Art. 33 al. 1

Le Conseil fédéral définit les prestations minimales dues dans les cas d'assurance qui surviennent au cours de la période transitoire et fixe la durée de celle-ci, conformément à l'article 11 alinéa 2, des dispositions transitoires de la Constitution fédérale. Il prend plus particulièrement en considération les assurés à revenus modestes.

Angenommen – Adopté

Ziff. II

Antrag der Kommission

Titel

Referendum und Inkrafttreten

Abs. 1

Dieses Gesetz untersteht dem fakultativen Referendum.

Abs. 2

Es tritt am 1. Januar 1994 in Kraft.

Ch. II

Proposition de la commission

Titre

Référendum et entrée en vigueur

Al. 1

La présente loi est sujette au référendum facultatif.

Al. 2

Elle entre en vigueur le 1er janvier 1994.

Angenommen – Adopté

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

Für Annahme des Entwurfes

112 Stimmen
(Einstimmigkeit)

An den Ständerat – Au Conseil des Etats

93.3146

**Interpellation
der freisinnig-demokratischen Fraktion
Beteiligung der Schweiz an den
Forschungs- und Bildungsprogrammen
der Europäischen Gemeinschaft
1993–1996**

**Interpellation
du groupe radical-démocratique
Programmes de recherche et d'éducation
de la CE 1993–1996.
Participation de la Suisse**

Diskussion – Discussion

Siehe Seite 1433 hiervor – Voir page 1433 ci-devant

Loeb François: Die freisinnige Fraktion hat sich Sorgen gemacht über die Möglichkeiten, wie wir uns von der Schweiz aus an den EG-, besser gesagt EU-Forschungsprogrammen beteiligen können. Wir haben eine ganze Anzahl von Fragen gestellt. Uns geht es jetzt darum, Frau Bundesrätin, dass wir auch von Ihnen hören, wie der aktuelle Stand ist, in welcher Form die Schweiz an diesen für die Wirtschaft äusserst wichtigen Forschungsprogrammen partizipieren kann. Wenn wir hier nicht partizipieren können, werden grosse Probleme auf uns zukommen. Wir werden Schwierigkeiten haben, wenn wir in der Spitzenforschung nicht mitmachen können. Forschung – das sieht man heute – kann ja nur noch gemeinsam betrieben werden, weil es eine sehr spezialisierte Forschung

ist, eine Forschung, die sehr weit geht. Aus diesem Grunde sind wir der Ansicht, dass hier eine ganz grosse Priorität gesetzt werden muss.

Als wir Diskussion verlangten, haben wir natürlich noch nicht diese jetzt bekannten Möglichkeiten der bilateralen Verhandlungen gekannt. Uns würde interessieren, Frau Bundesrätin, wie es steht. Können wir teilnehmen? Wo wird die Schweiz ausgeschlossen? Wird sie in gewissen Forschungsgebieten ausgeschlossen? Und kann die Schweiz auch bei der Festlegung von Programmen mitsprechen, da wir ja im Rat die Kredite bereits beschlossen haben? Diese Kredite sind zur Verfügung, weil die Teilnahme an den Forschungsprogrammen für unser Land etwas Wichtiges ist. Ich bitte Sie, uns hier die entsprechenden Auskünfte nach neuestem Stand zu geben.

M^{me} Dreifuss, conseillère fédérale: L'interpellation du groupe radical-démocratique met en évidence l'une des conséquences lourdes à assumer du vote du 6 décembre de l'année dernière. Effectivement, nous n'avons pour le moment aucune garantie de pouvoir participer aux programmes de recherche et d'éducation de la Communauté européenne. Nous avons à négocier et à renégocier notre participation, notamment au quatrième programme-cadre.

Vous avez reçu une réponse précise quant aux démarches accomplies jusqu'au mois de mai. Il va sans dire que les mêmes efforts ont été poursuivis avec ténacité pour créer et utiliser toutes les occasions de contact, que ce soit avec les ministres de la science, que ce soit avec la Commission. C'est dans ce sens-là que j'ai eu la joie de faire la connaissance et de m'entretenir avec le vice-président Ruberti, commissaire européen, en septembre dernier, pendant la session d'automne, afin de discuter directement avec lui des possibilités d'associer la Suisse aux activités de recherche et d'éducation de la CE. Cet entretien a clairement montré que si la participation de la Suisse est souhaitée, que si la Suisse a joué un rôle qui n'est pas négligeable dans la mise en évidence des sujets de ce programme-cadre, nous n'y sommes pour le moment pas associés activement.

Quel est l'état actuel de la question? Il faut la voir maintenant dans le cadre des négociations bilatérales, comme vous l'avez dit, Monsieur Loeb François. C'est la préparation, de part et d'autre, de ces négociations bilatérales qui a retardé l'ouverture des négociations dans le domaine de la recherche. Dans le domaine de l'éducation, une participation à part entière ne pourra probablement pas être négociée dans les prochaines semaines, voire même dans les prochains mois.

Dans ses conclusions des 8 et 9 novembre 1993, le Conseil des affaires générales, c'est-à-dire le Conseil des ministres des affaires étrangères, s'attend à ce que des négociations bilatérales dans le domaine de la recherche puissent être entamées rapidement, en même temps que dans les cinq autres domaines proposés par la Communauté et par nous-mêmes, soit: les transports, la libre circulation des personnes, l'accès au marché pour les produits agricoles et, autant que possible, les obstacles techniques aux échanges et l'accès au marché public. Mais le Conseil des ministres de la recherche ne prendra une décision sur le mandat de négociation que – si nous avons de la chance – le 6 décembre prochain ou lors de sa séance de printemps.

Du côté suisse, nous poursuivons nos efforts pour entrer en négociation le plus vite possible. Nous essayons de faire valoir notre influence afin que le Conseil des ministres de la recherche traite effectivement de son mandat au cours de sa séance du 6 décembre prochain. Dans cette intention, je vais écrire à mes collègues des pays membres de la Communauté européenne, en prévision de cette séance, pour leur répéter quelle est la position suisse.

M. Ursprung, secrétaire d'Etat, visitera demain, 1er décembre, le président de ce conseil, le ministre de la recherche belge, M. Jean-Maurice Dehousse, à Bruxelles, pour discuter de l'avenir de ces négociations et tenter d'influencer l'ordre du jour de la séance du 6 décembre 1993.

Le Comité mixte de la recherche se réunira à Zurich et traitera des prochains pas à suivre en vue d'une ouverture des négo-

ciations consacrées à la recherche le 13 décembre prochain. Le groupe de travail «Education», dont j'ai convenu la création avec M. Ruberti, vice-président, lors de sa visite à Berne en septembre, sera convoqué pour la première fois comme sous-groupe du Comité mixte. Il s'agit donc du Comité mixte Suisse-CEE qui se consacre à gérer notre collaboration en matière de recherche dans le cadre du droit actuel. Ce Comité mixte devrait connaître la création d'un groupe de travail «Education» de façon à faire là aussi avancer notre collaboration dans les conditions nouvelles découlant du vote de décembre dernier.

Je ne puis donc parler, en résumé, ni d'optimisme ni de pessimisme quant à l'aboutissement de ces négociations, surtout si l'on considère la date à laquelle elles pourraient aboutir, étant entendu que notre objectif est très clair: c'est le quatrième programme-cadre. Je puis tout simplement dire qu'au niveau de nos partenaires, les ministres de la recherche, l'intérêt d'une participation suisse a été réexprimée à plusieurs reprises et que, de notre côté, c'est avec ténacité que nous poursuivons ce but.

Je vous remercie de cette interpellation qui me donne l'occasion de faire le point sur l'état actuel des choses qui n'est pas encore satisfaisant.

Erklärung der Interpellanten: befriedigt

Déclaration des interpellateurs: satisfaits

93.3247

Motion WBK-NR (91.019) Sprachförderung in den Kantonen Graubünden und Tessin

Motion Csec-CN (91.019) Sauvegarde de la culture et de la langue dans les cantons des Grisons et du Tessin

Wortlaut der Motion vom 12. Mai 1993

Das Bundesgesetz über die Sprachförderung in den Kantonen Graubünden und Tessin ist unverzüglich in dem Sinne zu revidieren, dass zur Stärkung der bedrohten rätoromanischen Sprache erheblich höhere Mittel bereitzustellen sind.

Texte de la motion du 12 mai 1993

La loi fédérale sur les subventions aux cantons des Grisons et du Tessin pour la sauvegarde de leur culture et de leurs langues doit être revue sans tarder dans le sens d'une mise à disposition de moyens financiers beaucoup plus importants pour le renforcement de la langue romanche qui est menacée.

Sprecher – Porte-parole: Bundi

Schriftliche Begründung

Die Urheber verzichten auf eine Begründung und wünschen eine schriftliche Antwort.

Développement par écrit

Les auteurs renoncent au développement et demandent une réponse écrite.

Schriftliche Stellungnahme des Bundesrates

vom 27. September 1993

Der Bund trägt – gestützt auf das Bundesgesetz über Beiträge an die Kantone Graubünden und Tessin zur Förderung ihrer Kultur und Sprache vom 24. Juni 1983 (SR 441.3) – mit jährlichen Beiträgen von insgesamt 3,75 Millionen Franken zur Stärkung der bedrohten rätoromanischen Sprache bei. 1993 wurde der entsprechende Betrag jedoch um 5 Prozent gekürzt.

Die Zahlen der Volkszählung 1990 zur Sprachensituation zeigen nun einen weiteren drastischen Schwund des Rätoromanischen, so dass langfristig ein Verschwinden des Rätoromanischen leider befürchtet werden muss. Der Bundesrat ist deshalb der Auffassung, dass zusätzliche Förderungsmassnahmen zugunsten der rätoromanischen Sprache grundsätzlich berechtigt sind und geprüft werden müssen.

Die Regierung des Kantons Graubünden hat kurzfristig Vorschläge für entsprechende Sondermassnahmen in Aussicht gestellt. Der Bundesrat ist bereit, diese Vorschläge in enger Zusammenarbeit mit dem Kanton Graubünden sorgfältig zu prüfen. Im Zusammenhang mit den finanziellen Auswirkungen der Sofortmassnahmen sind jedoch noch verschiedene Fragen offen, die einer eingehenden Klärung bedürfen. Dies kann jedoch erst auf der Grundlage der Eingabe des Kantons Graubünden erfolgen. Es muss insbesondere abgeklärt werden, ob die vom Kanton Graubünden vorgesehenen Förderungsmassnahmen die finanziellen Möglichkeiten des Bundes nicht erheblich übersteigen werden.

*Rapport écrit du Conseil fédéral
du 27 septembre 1993*

La Confédération contribue au renforcement du romanche en allouant à cet effet un crédit annuel de 3,75 millions de francs, en vertu de la loi fédérale du 24 juin 1983 sur les subventions aux cantons des Grisons et du Tessin pour la sauvegarde de leur culture et de leurs langues. En 1993, la subvention a toutefois été réduite de 5 pour cent.

Les chiffres du recensement de 1990 sur l'état des langues montrent que le romanche continue de régresser fortement et que sa disparition à long terme est malheureusement à craindre. Le Conseil fédéral estime dès lors que l'adoption de mesures accrues pour la sauvegarde de cette langue se justifie et que de telles mesures doivent être examinées.

Le gouvernement du canton des Grisons a fait part de son intention de proposer à court terme des mesures spéciales allant dans ce sens. Le Conseil fédéral est prêt à étudier ces propositions en étroite collaboration avec le canton des Grisons. Pour ce qui concerne les conséquences financières des mesures urgentes, certaines questions demeurent ouvertes et doivent encore être tirées au clair. Ce qui ne peut être fait toutefois que sur la base d'une requête du canton des Grisons. Il conviendra en particulier d'examiner si les mesures de sauvegarde prévues par le canton des Grisons ne dépassent pas sensiblement les possibilités financières de la Confédération.

Schriftliche Erklärung des Bundesrates

Der Bundesrat beantragt, die Motion in ein Postulat umzuwandeln.

Déclaration écrite du Conseil fédéral

Le Conseil fédéral propose de transformer la motion en postulat.

Frau **Haering Binder**, Berichterstatterin: Dieser Vorstoss entstammt der Kommissionsarbeit zum Sprachenartikel. Sie erinnern sich: Die Kommission hat im letzten Frühling ihre Arbeiten sistiert – sistiert erstens, um einer Arbeitsgruppe die Möglichkeit zu geben, einen Kompromiss zu erarbeiten, sistiert auch, um die Arbeiten der Verständigungskommission mit einbeziehen zu können. Diese Sistierung der Arbeit der Arbeitsgruppe hat zu einem Kompromiss zwischen Sprachenfreiheit und Territorialitätsprinzip geführt, dem Sie in der Septembersession in Genf zugestimmt haben.

Die Sistierung hat aber zu einer Verzögerung dieses Geschäfts geführt. Und diese Verzögerung war für die Rettung des Rätoromanischen problematisch, insbesondere in den Augen der Vertreter des Rätoromanischen in unserer Kommission. Dem Eindruck, dass diese Sistierung heissen soll, dass sich die Kommission der Dringlichkeit einer Unterstützung des Rätoromanischen, dieser gefährdeten vierten Landessprache, nicht bewusst sei, hat die Kommission entgegengetreten wollen, indem sie gleichzeitig mit der Sistierung eine Motion eingereicht hat, die sich für eine verstärkte Finanzierung der Förderungsmassnahmen für das Rätoromanische stark macht.

Interpellation der freisinnig-demokratischen Fraktion Beteiligung der Schweiz an den Forschungs- und Bildungsprogrammen der Europäischen Gemeinschaft 1993-1996

Interpellation du groupe radical-démocratique Programmes de recherche et d'éducation de la CE 1993-1996. Participation de la Suisse

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1993
Année	
Anno	
Band	V
Volume	
Volume	
Session	Wintersession
Session	Session d'hiver
Sessione	Sessione invernale
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	02
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	93.3146
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	30.11.1993 - 08:00
Date	
Data	
Seite	2115-2116
Page	
Pagina	
Ref. No	20 023 424

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.